

La neutralité scandinave durant la Première Guerre mondiale : un pari plutôt risqué ?

Maurice Carrez

► **To cite this version:**

Maurice Carrez. La neutralité scandinave durant la Première Guerre mondiale : un pari plutôt risqué ?. Relations internationales, Presses Universitaires de France, 2015. halshs-01987982

HAL Id: halshs-01987982

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01987982>

Submitted on 21 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MAURICE CARREZ
PR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
UNIVERSITE DE STRASBOURG
UMR 7367 DYNAMÉ

La neutralité scandinave durant la Première Guerre mondiale : un pari plutôt risqué ?

Le terme « scandinave » utilisé dans cet article désigne les royaumes de Suède, de Danemark et de Norvège qui choisissent dès le début des hostilités, en août 1914, de se déclarer neutres. Une orientation confirmée en décembre 1914, par leurs trois souverains réunis pour affirmer leur solidarité dans l'épreuve. Cette réaction ne surprend guère car ces pays s'efforcent depuis quelques décennies d'avoir une politique extérieure visant à ne pas mécontenter les grandes puissances européennes de l'époque : Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie, Grande-Bretagne et France. Ces dernières ont d'ailleurs pris en compte, à diverses reprises, cet état de fait, mais sans jamais reconnaître officiellement leur neutralité, comme cela a été fait en 1815 pour la Suisse.

Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, beaucoup de contemporains s'imaginent que la neutralité peut constituer une protection suffisante pour échapper aux conséquences les plus douloureuses du conflit et peut-être même établir un fructueux commerce avec les belligérants. En principe, il existe depuis peu des règles internationales censées protéger les intérêts des neutres durant les opérations, en particulier sur mer. Mais en réalité, comme l'a montré brillamment notre collègue Patrick Salmon, d'importantes pressions sont effectuées par les principaux belligérants, tout spécialement les autorités allemandes et britanniques, sur les États scandinaves pour qu'ils prennent des dispositions plutôt favorables à leurs intérêts¹. Puis le blocus imposé tant par les alliés de l'Entente que par le Reich met en difficulté les échanges et la production des pays en question. Ces contraintes aboutissent à l'accumulation de tensions sociales et politiques qui explosent à partir de 1917, comme dans la plupart des États européens.

Il est donc légitime de se demander si cette neutralité scandinave n'a pas constitué un rempart illusoire, voire un piège pour les populations concernées, quitte à déterminer si, posée de la sorte, la question n'est pas trop abrupte. Nous analyserons donc dans un premier temps les ambiguïtés de cette neutralité et les contraintes qu'elle implique dès l'origine. Puis nous essaierons de voir dans quelle mesure elle a pu profiter à certains secteurs de la société au travers des trafics qu'elle a générés. Nous constaterons cependant que, malgré ce statut apparemment favorable de neutralité, les problèmes n'ont cessé de croître au fur et à mesure de l'avancement du conflit au point d'aboutir à une véritable crise.

UNE NEUTRALITÉ SUBIE ET PARFOIS AMBIGUË

¹. Patrick Salmon, *Scandinavia and the Great Powers 1890-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

L'ambiguïté et les contraintes auxquelles nous faisons allusion sont antérieures au conflit. Mais ce dernier en révèle véritablement l'ampleur. Dès la fin de l'année 1914, il est clair que les difficultés vont s'accumuler.

1890-1914 : la pression des grandes puissances et ses conséquences

Après les guerres de 1864 contre le Danemark et de 1866 contre l'Empire d'Autriche, la Prusse de Guillaume I^{er} conquiert les duchés danois du Schleswig, du Holstein et du Lauenburg. Ses ambitions maritimes en sortent renforcées. Bismarck en effet a le projet de faire construire au travers de la presqu'île du Jutland un canal reliant la mer du Nord à La Baltique et permettant un transfert rapide de la flotte impériale de l'une à l'autre. Ce plan aboutit en 1894 à l'ouverture du canal de Kiel dont les spectaculaires travaux d'élargissement sont achevés en 1914². Désormais, le Reich devient la principale puissance de la zone baltique, devant la Russie. Pour les États scandinaves, c'est un défi supplémentaire, surtout pour le Danemark concerné également par la politique de germanisation lancée dans le Schleswig sous le règne du grand chancelier. En outre, la Kriegsmarine met au point divers scénarios d'invasion du Danemark en cas de guerre avec l'Angleterre³. Guillaume II pour sa part veut avoir une diplomatie très active à Copenhague—comme à Stockholm où il sait que son pays jouit de sympathies fortes parmi les milieux dirigeants⁴.

Les Britanniques, qui ont longtemps dominé le commerce en Baltique et considèrent que cette zone a un certain intérêt stratégique, sont inquiets de la construction du Canal Guillaume⁵. La Navy se rend compte qu'elle a désormais un concurrent redoutable, surtout quand l'amiral von Tirpitz convainc son souverain dans les années 1890 que le Reich peut rivaliser sur mer avec le Royaume-Uni. De ce côté aussi, des plans d'invasion préventive du Danemark sont élaborés, en particulier sous la houlette de Winston Churchill, Lord de l'Amirauté en 1911, même si finalement, l'option d'un blocus économique semble l'emporter⁶.

Quant à la Russie tsariste, très redoutée de la Suède et de la Norvège qui ont avec elle des frontières communes, elle n'a pas renoncé à exercer une hégémonie sur toute la zone baltique et l'Europe du Nord. Elle renforce son réseau ferré stratégique dans le Grand-duché de Finlande et crée sur la côte de Courlande le port militaire de Libau ainsi que la forteresse maritime voisine de Karota. Malgré la perte de l'essentiel de sa flotte dans la guerre contre le Japon, elle lance à partir de 1907 un vaste plan de fortification des côtes baltes et finlandaises et développe considérablement la base navale de Tallinn qui fait face à l'énorme forteresse de Sveaborg devant Helsinki⁷. Ces dispositions sont davantage destinées à impressionner Berlin que les capitales scandinaves, mais elles ont là-bas un grand retentissement.

². Karl Ernst Kaminski, *Hundert Jahre Geschichte des Nord-Ostsee-Kanals. Von der Grundsteinlegung bis zur Neuzeit 1887-1987*, Rendsburg, Verlag Heinrich Möller Söhne, 1987.

³. Cela, malgré l'opposition de l'armée de terre qui craint que ce ne soit pas compatible avec le plan Schlieffen : Carl-Axel Gemzell, *Organization, Conflict and Innovation. A Study of German Naval Strategic Planning 1888-1940*, Lund, Esselte Studium, 1973, pp. 65 sq ; Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 93-98.

⁴. Folke Lindberg, *Den svenska utrikes politikens historia, (Histoire de la politique étrangère suédoise)* III : 4, Stockholm, Nortsted & Söners, 1958, pp. 292 sq .

⁵. Canal reliant Memel à la rivière Minija, affluent du Niémen, creusé entre 1863 et 1873 et baptisé en l'honneur de Guillaume I^{er} de Prusse. Il est aujourd'hui appelé canal de Klaipėda (*Klaipėdos kanalas*).

⁶. Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 85-93.

⁷. Maurice Carrez, « Les grandes villes portuaires de la Baltique au début du XX^e siècle : un dynamisme facteur de risques ? Les exemples de Königsberg (Kaliningrad), Reval (Tallinn) et Helsingfors (Helsinki) », à paraître fin 2014 dans un livre hommage à René Favier, Presses de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble.

De ce fait, le Danemark et la Suède ne restent pas étrangers à la course à l'armement. Sous la « dictature » conservatrice du Premier ministre Estrup (1875-1894), Copenhague commence à être puissamment fortifiée contre une éventuelle attaque par mer ou par terre. La frontière avec l'Allemagne n'est pas non plus négligée. Sous ses successeurs, les crédits militaires absorbent ~~encore~~ toujours une part considérable du budget, encore au début du XX^e siècle⁸. Côté suédois, les dépenses militaires sont également très élevées sous les gouvernements conservateurs. Stockholm est dotée de fortifications censées contrer une éventuelle attaque russe partie de Finlande ou des Åland ; une importante base navale est construite à partir de 1900 à Boden, dans le Norrland, baptisée pour l'occasion, « la Gibraltar du Nord » et le service militaire est modernisé et élargi en 1901⁹. Les deux royaumes n'hésitent pas à pratiquer une diplomatie secrète parfois cynique. Ainsi, en 1906, le ministre danois de la Défense rencontre-t-il von Moltke pour discuter de l'attitude de son gouvernement cas d'invasion britannique¹⁰. En Suède, Oscar II se rapproche ostensiblement du Reich au nom du danger russe ; les diplomates et les militaires des deux pays échangent assez régulièrement des informations. La politique norvégienne est moins volontariste. Il faut dire que le pays ne devient indépendant qu'en 1905 et qu'il a vu ses frontières garanties par les quatre principales puissances européennes en 1907, puis par ses deux voisins en 1908. De plus, le courant libéral est plus influent que chez ces derniers. Du coup, les dépenses militaires sont jugées moins prioritaires et la ligne politique est davantage pro-occidentale¹¹.

Au demeurant, Il existe partout une forte opposition à l'orientation militariste des conservateurs. Au Danemark, libéraux de gauche, radicaux et sociaux-démocrates pensent qu'il est inutile de dépenser autant d'argent pour la défense de Copenhague. En Suède, la politique antirusse du Palais et du gouvernement est condamnée par la *venstre* (la gauche libérale) et les sociaux-démocrates.

Les délicates manœuvres de l'été 1914

L'assassinat de Sarajevo en juin 1914 ne soulève pas au départ de fortes inquiétudes en Scandinavie, d'autant que Guillaume II, conformément à ses habitudes, croise avec son yacht le long des côtes norvégiennes. Mais lorsque le président Poincaré, au retour de Saint-Pétersbourg, annule le 25 juillet, depuis Stockholm, les visites prévues à Copenhague et Christiania, on se prépare au pire. Lors de la grande déflagration, les banques sont vidées de leurs dépôts, les prix flambent, les bateaux restent au port et l'activité économique semble paralysée¹².

Les autorités gardent néanmoins le contrôle de leurs nerfs. Leur premier réflexe dans les trois pays est de réaffirmer leur volonté de rester neutres, encore que le 2 août, la Grande-

⁸. Ditlev Tamm, *Konseilspræsidenten Jacob Brønnum Scavenius Estrup : Hans Liv og Gerning 1825-1913 (Le président du Conseil Jacob Brønnum Scavenius Estrup : sa vie et son œuvre 1825-1913)*, Copenhague, Gyldendal, 1996, chapitre V.

⁹. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède*, Paris, Hatier, 1995, pp. 186 sq.

¹⁰. Le ministre Lütken fait savoir à cette occasion que son pays pourrait combattre avec les Allemands si ceux-ci lui concédaient le nord-Schleswig : Troels Fink, *Spillet om dansk neutralitetet 1905-1909. L.C. F. Lütken og dansk udenrigs-og forsvarspolitik (Jouer avec la neutralité danoise 1905-1909. L. C. F. Lütken et la politique étrangère et de défense danoise)*, Århus, Universitetsforlaget, 1959 (en particulier les documents qu'il publie à ce sujet) ; Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 104-107.

¹¹. Thomas Kingstone Derry, *A History of Scandinavia. Norway, Sweden, Denmark, Finland and Iceland*, University of Minnesota Press, 12^e édition, 2008, chapitre 11.

¹². Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate et la politique étrangère de la Suède (1914-1918)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, ~~publication remaniée d'une thèse d'histoire~~, p. 57 ; Maurice Carrez, « Les débuts de la Première Guerre mondiale dans l'espace baltique (1914-1915) : la fin des illusions ? », *Revue d'histoire nordique/ Nordic Historical Review* n° 15, décembre 2012, p. 64.

Bretagne hésitant toujours sur la conduite à tenir, Knut Wallenberg, le ministre suédois des Affaires étrangères, déclare à l'ambassadeur britannique à Stockholm que son pays pourrait rejoindre l'alliance allemande si Londres décidait d'une attaque unilatérale contre la Suède¹³. Dès les hostilités déclenchées, Gustave V fait savoir à Berlin qu'il préfère pour l'instant voir son pays en dehors du conflit. Il en informe également les ambassadeurs russe et britannique. Le 6 août, l'Entente accède donc à sa demande officielle de neutralité ; l'Allemagne fait de même le 10.

Entretiens, Wallenberg a consulté son homologue norvégien pour une déclaration commune de non-belligérance. Le gouvernement de Copenhague, est vexé de ne pas avoir été sollicité en premier, mais le responsable de la diplomatie danoise, Erik Scavenius, accepte de faire une semblable déclaration bilatérale le 8 août¹⁴. Il faut dire que le temps presse. Le bouillant Winston Churchill a envisagé le 31 juillet, en petit comité, d'envahir la Norvège alors qu'il n'y a même pas de plan allemand équivalent. Sa proposition est repoussée parce que le Foreign Office connaît les sympathies du jeune État pour l'Entente et que l'on n'est même pas encore en guerre ! Côté danois, Berlin exerce une énorme pression pour que Copenhague mine les détroits afin de protéger Kiel d'une attaque de la Navy. Une demande très ferme est envoyée dès le 5 août. Scavenius essaie de gagner du temps, mais il doit céder le 8 : ce jour-là, les deux Belts (les détroits danois) et la rive occidentale du Sund (celui entre Suède et Danemark) sont fermés à la navigation par le mouillage d'engins explosifs. Du coup, Londres s'inquiète. Il faut convaincre alors les Britanniques que cette manœuvre est conçue pour consolider le statut de neutralité, ce qu'ils finissent par accepter¹⁵.

Sur le plan militaire, les réactions sont très rapides. Quand la Russie entre en guerre le 2 août, deux classes de conscrits suédois sont immédiatement appelées sous les drapeaux. Les forteresses aux frontières sont renforcées en urgence. Le 3 août, la flotte est mise en alerte. Le 12 septembre, le Riksdag (la Diète ou parlement suédois) approuve l'allongement du service militaire et la mobilisation éventuelle de tous les hommes valides de 20 à 42 ans, avec la seule opposition de la gauche sociale-démocrate¹⁶. Une proposition d'alliance militaire a été présentée aussi dès le 1^{er} août à la Norvège. Elle a été refusée pour des raisons compréhensibles, mais les Norvégiens ont commencé eux-mêmes à mettre en alerte leur armée et leur flotte dans les semaines suivantes. Les Danois quant à eux, bien qu'ayant peur de la réaction allemande, mobilisent leurs réservistes. Ainsi la neutralité ne va-t-elle pas de soi, même au début, et qu'elle s'accompagne-t-elle de mesures militaires préventives coûteuses et angoissantes pour les populations. Les pays neutres, de fait, n'échappent que partiellement au conflit.

Une neutralité qui suscite des doutes

Dès le départ, les États de l'Entente n'ont aucune confiance dans le gouvernement suédois. Le célèbre ouvrage de Lucien Maury, paru en France début 1918, en est une preuve éclatante¹⁷. Fraîchement rentré du front, l'auteur, bon connaisseur de la langue et du pays de Selma Lagerlöf, s'emploie à démontrer qu'il existerait une sorte de vaste machination de

¹³. Tél. de Howard à Grey, 2 août 1914, in G. P. Gooch & H.W. V. Temperley (eds.), *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914*, vol. XI, Londres 1938, p. 285 ; Torsten Gihl, *Den svenska utrikes politikens historia (Histoire de la politique étrangère de la Suède)*, IV 1914-1919, Stockholm, Nortsted & Söners, 1958, pp. 34-35.

¹⁴. Claes Ahlund (ed.), *Scandinavia in the First World War. Studies in the War Experience of the Northern Neutrals*, Lund, Nordic Academic Press, 2012, pp. 23 sq ; Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 123 sq.

¹⁵. Patrick Salmon, *ibid.*

¹⁶. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate et la politique...*, *op. cit.*, pp. 66-76.

¹⁷. Lucien Maury, *Le Nationalisme suédois et la guerre 1914-1918*, Paris, Perrin, 1918.

certaines élites intellectuelles, militaires et politiques pour entraîner la Suède dans l'alliance allemande. Il reconnaît toutefois que les libéraux, les sociaux-démocrates de Branting et la masse de la population ne sont pas prêts à suivre les fantasmes germanophiles du lobby conservateur et nationaliste.

Malgré ses outrances et sa nature propagandiste, le propos n'est pas dépourvu de toute pertinence. Il est exact que l'influence intellectuelle et religieuse allemande est forte en Suède, dans tous les milieux. Il est vrai aussi que s'organise à la fin de l'année 1914, et surtout en 1915, une campagne activiste pour l'entrée en guerre aux côtés du Reich¹⁸. Celle-ci est menée par une cohorte hétéroclite de conservateurs antidémocrates et monarchistes, de jeunes nationalistes exaltés et de sociaux-démocrates en rupture de ban qui tous pensent que leur pays aurait un intérêt majeur à soutenir l'Allemagne dans sa lutte contre la Russie, désignée comme l'ennemi principal. Certains voient avec sympathie de jeunes Finlandais rejoindre un régiment dissident de Chasseurs que l'armée allemande engagera, non sans difficulté, sur le front balte. Ils ont certes des complicités dans la presse conservatrice et ne sont nullement gênés dans leurs activités politiques. Le Roi lui-même et certains hauts fonctionnaires, diplomates et militaires de carrière tiennent des propos plus qu'ambigus.

Mais globalement, il y a fort loin de la coupe aux lèvres¹⁹. Les responsables politiques, même le Premier ministre Hammarskjöld, conservateur obtus et sans majorité, ont assez de réalisme pour ne pas engager leur pays dans une impasse²⁰. Ils savent bien que l'opinion publique est massivement attachée à la neutralité et qu'une partie du patronat est décidée à conserver des liens corrects avec l'Occident. Quant à leur haine de la Russie, elle n'atteint que très partiellement la masse des Suédois qui a renoncé, depuis belle lurette, à reconquérir la Finlande ! Cela dit, la diplomatie britannique, mais également la diplomatie française, maintiennent une surveillance et une pression constante sur le cabinet Hammarskjöld en espérant le voir remplacé par une équipe plus favorable²¹. Les contacts avec l'opposition sont donc assez réguliers, en particulier avec Branting qui circule beaucoup en Europe durant cette période agitée²².

Le responsable de la diplomatie danoise, Erik Scavenius, n'est pas non plus au-dessus de tout soupçon. Ses liens cordiaux avec le représentant allemand à Copenhague sont connus et il conseille toujours aux membres du cabinet Zahle élargi de se montrer compréhensifs à l'égard du Reich. Il est vrai que la frontière du Jutland est quasi impossible à défendre et que le blocus de la Navy n'est guère populaire. Le choix est donc limité. Mais en dépit de son habileté, Scavenius n'obtient ni la confiance totale de Berlin, ni celle de Londres et de Paris²³. La Norvège a une position géographique qui l'expose moins à l'influence allemande. De plus, le gouvernement libéral de Gunnar Knudsen (1912-1920) est connu pour ses discrètes sympathies ententistes. L'*Auswärtige Amt* ne lui en tient cependant pas une rigueur excessive. En outre, le patronat norvégien tient à ne pas mettre en péril certaines exportations

¹⁸. Le signe le plus évident en est la parution en juin 1915 d'un long plaidoyer collectif en faveur de l'intervention militaire aux côtés des Empires centraux : Adrian Molin (dir.), *Sveriges Utrikespolitik i världskrigets belysning (La politique extérieure suédoise à la lumière de la guerre mondiale)*, Stockholm, 1915.

¹⁹. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, op. cit., pp. 138-148.

²⁰. Franklin D. Scott, *Sweden. The Nation's History*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1977, pp. 468-469.

²¹. *Documents on British Foreign Policy*, series 2-3, Londres, 1949 ; *Documents diplomatiques français*, série 1914-1918, année 1914 (3 août-31 décembre), Paris, Imprimerie Nationale, 1999 (tél. de Chevalley, ambassadeur à Christiania, les 20 août 1914 et 29 octobre 1914) et année 1915, 3 vol., Bruxelles, Peter Lang 2002, en particulier les tél. de Chevalley à Delcassé, 20 janvier, 5 mai, 6 mai et 7 mai 1915 ; les lettres de Delcassé à Paléologue (Saint-Petersbourg), Thiébaud (Stockholm) et Chevalley, 12 mai et 6 juin 1915 ; les lettres de De Thiébaud à Delcassé, 4 juin et 21 juillet 1915.

²². Nils-Olof Franzén, *Hjalmar Branting och hans tid : En biografi (Hjalmar Branting et son temps : une biographie)*, Stockholm, Bonnier, 1985, chapitre consacré à la première Guerre mondiale.

²³. Patrick Salmon, op. cit., pp. 151-161.

vers l'Allemagne. De ce fait, bien qu'enclins à montrer plus de souplesse envers les Norvégiens qu'envers les Suédois, les Britanniques ne leur font guère de cadeaux aux Norvégiens en matière de blocus. Là encore, les autorités norvégiennes peinent à satisfaire les exigences contradictoires des belligérants²⁴.

DES AVANTAGES PLUS SUPPOSÉS QUE RÉELS ?

Mais la neutralité peut avoir d'autres attraits, en particulier sur le plan économique. De fructueux trafics se mettent en place et certaines branches voient leur activité augmenter rapidement. Cela explique que les milieux d'affaires, les industriels et les exportateurs de produits agricoles aient soutenu de toutes leurs forces le point de vue neutraliste, sauf exceptions. Mais les laissés pour compte de la croissance restent nombreux, ce qui représente un danger pour la stabilité du système dans sa globalité.

Le « boom de guerre »

D'après Thomas Kingstone Derry, la Norvège connaît une forte croissance durant les années 1915-1916 ; il estime qu'« après la panique des débuts, la population norvégienne a joui pendant deux ans d'une assez large prospérité »²⁵. En effet, le pays conserve à cette époque la faculté d'assurer son approvisionnement en produits alimentaires (blé ou sucre américains) et énergétiques (charbon britannique). Quatre-vingt-quinze navires de commerce sont certes coulés en 1915, beaucoup d'autres saisis, mais le fret est globalement multiplié par trois du fait de la paralysie partielle de ses habituels concurrents. Les armateurs dégagent d'énormes profits et le chômage est réduit à pratiquement rien car les produits d'exportation se vendent bien : poissons, bois et dérivés, minerais et produits chimiques divers. Les exportations vers l'Allemagne (pyrites et conserves de poissons) se maintiennent à un haut niveau et des arrangements avec la Grande-Bretagne permettent d'éviter un blocus sévère. C'est ainsi que pour mettre de l'huile dans les rouages, le baleinier *De Nordiske Fabriker* vend sa production à prix avantageux à Lever Brothers tandis que la Norwegian America Line accepte de mettre à disposition de la Navy la liste complète de ses paquebots. Les autorités britanniques se contentent de surveiller les trafics et de montrer les dents quand ils sont trop favorables, selon elles, au Reich²⁶.

Les grandes compagnies maritimes danoises profitent elles aussi de l'accroissement du fret et des généreuses primes d'assurance en cas de naufrage ou d'arraisonnement. Les coopératives agricoles et les sociétés d'import-export font d'excellentes affaires avec l'Allemagne²⁷. Si les importations en provenance de ce pays reculent d'un peu plus d'un quart entre 1914 et 1915, les exportations vers le Reich augmentent de près de 60 % en valeur. Les échanges avec la Grande-Bretagne progressent également, en tout cas pour les importations. Quant aux exportations vers la Suède, elles connaissent un quasi-doublement²⁸. Les exportations suédoises continuent de même à bien se porter : entre 1914 et 1915, elles passent de 175 millions de couronnes à 486 millions avec le Reich, devenu en un an premier

²⁴. *Ibid.*

²⁵ Thomas K. Derry, *History of Modern Norway 1814-1972*, Oxford, Clarendon Press, 1973, p. 271.

²⁶. *Ibid.*, pp. 272-275.

²⁷. Niels Finn Christiansen, *Klasseamfundet organiseres 1900-1925 (La société de classe s'organise 1900-1925)*, t. 12 de la *Danmarkshistorie*, Copenhague, Gyldendal & Politiken, 2004, chapitre sur l'économie de guerre.

²⁸. B. R. Mitchell, *International Historical Statistics. Europe 1750-2005*, New York, Palgrave/Macmillan, 6^e édition, 2007, p. 650.

partenaire commercial de la Suède, et de 258 millions à 330 millions avec le Royaume-Uni²⁹. La situation plutôt favorable de l'emploi ainsi que la croissance de la production industrielle et des salaires empêchent pour le moment les choses de dégénérer. Les paysans producteurs, par ailleurs, sont plutôt satisfaits du haut niveau des prix. Les profits des principales entreprises sont, pour leur part, très importants sans pour autant entraîner, semble-t-il, une spéculation aussi forte qu'en Norvège.

Cette relative embellie économique s'accompagne de politiques gouvernementales plus interventionnistes³⁰. Les cabinets de centre-gauche au Danemark (dirigé par le radical Carl Theodor Zahle) et libéral en Norvège (Gunnar Knudsen) s'efforcent de maintenir la paix sociale. Aussi veillent-ils de près à la situation économique. En Norvège, la semaine de panique d'août 1914 entraîne des mesures de contrôle des prix et la création d'un comité de rationnement. Des subventions non négligeables sont accordées aux caisses de chômage. En même temps, pour éviter la fuite de l'or, la convertibilité des billets est suspendue dès le début du conflit³¹. Ces mesures assez énergiques sont plutôt bien appréciées de la population et l'aile la plus modérée du travaillisme ne dédaigne pas de participer à une sorte d'union sacrée.

Cela dit, il n'y a pas de politique dirigiste *stricto sensu* sur le plan industriel et agricole, ni d'obstacle important mis à la spéculation et à la fuite des capitaux. Knudsen, soutenu par une solide majorité, répugne à mettre en coupe réglée l'économie et pense qu'une politique de soutien au grand commerce maritime assortie de négociations avec le Royaume-Uni, et éventuellement l'Allemagne, suffiront pour surmonter la difficulté des temps. Au Danemark, Zahle est sur une ligne analogue. Il y ajoute une dose de réformisme politique avec l'adoption en 1915 du suffrage universel pour les élections générales. Il consolide ainsi son alliance tacite avec la social-démocratie. Bien que la situation ne soit pas idéale, ses compatriotes lui sont reconnaissants de laisser Scavenius louvoyer entre Londres et Berlin et de permettre ainsi aux exportateurs comme aux transporteurs de réaliser d'importants profits³².

Le gouvernement conservateur de Hjalmar Hammarskjöld ne jouit pas en Suède du même consensus car il n'a pas de majorité parlementaire. Il compte surtout sur l'appui des milieux de la Cour, de la paysannerie propriétaire et des syndicats patronaux avec lesquels il négocie une très relative modération des prix. Pourtant le cabinet Hammarskjöld agit dans le domaine économique et social, et même de façon précoce. Dès le 1^{er} août 1914, il anticipe les problèmes d'approvisionnement et interdit l'exportation de céréales, de charbon et de matériel de guerre. Le 3, il interdit provisoirement l'exportation de viande et de bétail (mesure sur laquelle il revient plus tard). Mais la mesure la plus importante consiste dès le 10 août 1914 dans la création de plusieurs commissions d'État, par exemple pour l'industrie, le chômage et le ravitaillement. Le 15 août, l'État peut réquisitionner et la Commission des assurances de guerre pour la navigation est mise en place le 17 août³³. On peut parler ici d'un interventionnisme d'État, même s'il reste limité dans ses principes. Au demeurant, les commissions créées en 1914 se montrent désireuses d'exercer leurs prérogatives, fût-ce contre l'avis du gouvernement. Ainsi, celle du ravitaillement se bat au printemps 1915 en faveur d'une nouvelle interdiction d'exporter de la viande, destinée pour l'essentiel à l'Allemagne par la voie maritime Trelleborg – Saßnitz, et préconise l'achat des surplus par l'État et les communes³⁴.

²⁹. *Ibid.*, p. 716.

³⁰. Claes Ahlund (ed.), *op. cit.*, pp. 29 sq ; Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, pp. 203-206.

³¹. David Philip, *Le Mouvement ouvrier en Norvège*, Paris, les Éditions ouvrières, 1958, p. 201.

³². Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, chapitre « Den skrøbelige borgfred » (*Une fragile paix des châteaux*).

³³ Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, p. 63.

³⁴ *Ibid.*, pp. 173-175.

L'envers du décor

Il faut néanmoins nuancer cette présentation plutôt flatteuse. Il y a d'abord, comme ailleurs en Europe, une assez forte récession durant l'été et le début de l'automne 1914. La Suède est la plus touchée. Sa position géographique ainsi que ses relations médiocres avec Londres la rendent plus vulnérable au blocus de la Navy. Une enquête publique du 15 août 1914 portant sur 257 043 ouvriers d'industrie montre que 32,2 % d'entre eux sont touchés par le chômage partiel, 9,7 % par le chômage total et que 7,6 % sont mobilisés. La commission du chômage estime en septembre que 35 000 à 40 000 travailleurs ont perdu leur emploi en raison de l'arrêt des approvisionnements en matières premières et en combustibles. Selon les chiffres de la centrale syndicale LO, il y aurait 15 % de chômeurs encore en décembre. Ce dernier chiffre est sans doute surestimé, mais il montre que le choc de l'entrée en guerre a été rude³⁵.

Dans les premiers jours de la guerre, se déclenche une brusque flambée spéculative des prix. « Importateurs, grossistes et détaillants [stockent] même les produits d'origine nationale ». Le gouvernement doit créer une commission des denrées vers la mi-août. Cela permet de revenir en quelques semaines à une situation plus normale, mais en réalité, si les prix de la viande augmentent peu en raison des abattages massifs liés à la sécheresse, ceux des céréales progressent, de 15 % à 60 % selon les lieux, entre août et décembre. Les combustibles subissent aussi une hausse importante, fait majeur dans un pays au climat rude (+ 50% pour le charbon), tandis que les prix des œufs, de la margarine et du beurre s'envolent vers des sommets. Les principales victimes sont les classes populaires urbaines et certains secteurs ruraux du nord du pays. Les salaires, pour leur part, semblent stagner.

En Norvège, la situation est moins difficile car le blocus imposé par les Britanniques est moins sévère. Le mois d'août est cependant marqué par l'affaiblissement de l'activité portuaire et une longue semaine de panique pendant laquelle les magasins sont dévalisés et les prix font l'objet d'une invraisemblable spéculation à la hausse. Des épargnants affolés s'étant rués sur les banques, le gouvernement de centre-gauche interdit la conversion des billets contre de l'or et met en place divers comités spéciaux, dont l'un pour l'approvisionnement où siège, en guise d'ouverture, un représentant des travaillistes. Une loi spéciale est votée pour assurer de manière avantageuse les risques maritimes. De ce fait, l'activité reprend vite et la vague de chômage est nettement moins élevée que chez le grand voisin ; l'économie est dopée aussi par l'augmentation des échanges avec l'Allemagne qui achète massivement aux neutres durant les premiers mois de guerre³⁶. Le scénario danois présente des similitudes avec celui de la Norvège. Le choc principal est subi en août et l'activité reprend pour les mêmes raisons dès la fin septembre.

La hausse des prix est le deuxième grand problème posé par le conflit aux sociétés scandinaves. En effet, la non-belligérance n'est pas une protection contre l'inflation qui annihile presque totalement les augmentations salariales de 1915 et 1916 pour les familles populaires³⁷. Les partis sociaux-démocrates, surtout en Suède, réagissent vivement. Le Parti socialiste ouvrier suédois (SAP) entame une lutte déterminée contre le gouvernement Hammarskjöld accusé de favoriser la vie chère en se montrant trop intransigent vis-à-vis des Britanniques et en favorisant l'exportation massive de viande et de poisson, denrées dont le

³⁵ *Ibid.*, pp. 96-98, et pour la suite du paragraphe, pp. 63 (citation), 93 *sq et 99*.

³⁶ Thomas Kingstone Derry, *op. cit.*, pp. 267-269 ; Per Fulgum, *Norge i støpeskjeen 1884-1920 (La Norvège se forge 1884-1920)*, t. 12 de la collection *Norges Historie*, Oslo, J.W. Cappelen Forlag, 1978, p. 476 ; David Philip, *op. cit.*, p. 201

³⁷ Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, pp. 32 *sq*, 203 ; David Philip, *op. cit.*, p. 203 ; N. F. Christiansen, *op. cit.*, pp. 203 *sq*.

prix progresse plus vite que celui des autres³⁸. La situation monétaire n'est pas non plus très brillante, car l'année 1915 marque le début d'une spéculation effrénée en bourse et d'une fuite de capitaux vers l'étranger. Le pays le plus touché de ce point de vue est le Danemark³⁹. Mais les deux autres États scandinaves connaissent aussi un affaïssement de leur monnaie sur les marchés internationaux. La coopération monétaire entre les trois pays donne lieu aussi à d'importantes difficultés⁴⁰.

Le blocus imposé par les belligérants est à l'origine de ces problèmes. Dès la fin octobre 1914, les grandes puissances se rendent compte qu'elles doivent désormais pratiquer la guerre d'usure, y compris économique. C'est pourquoi la Scandinavie devient un enjeu brûlant en raison de son importance dans le commerce intra-européen. L'Allemagne, victime du blocus maritime britannique, doit à tout prix obtenir que les neutres lui fournissent les denrées et les biens industriels dont elle a besoin. Le Danemark est un de ses fournisseurs traditionnels de produits agricoles et la Suède lui vend massivement du minerai de fer. Les deux pays lui achètent en retour des machines et de nombreux produits finis. Le Reich est également le deuxième partenaire commercial de la Norvège⁴¹. De plus, Berlin a des moyens de pression non négligeables : ses sous-marins, sa flotte de guerre en Baltique, la possibilité éventuelle d'une invasion militaire du Jutland.

La Grande-Bretagne, pour sa part, achète et vend beaucoup en Scandinavie ; elle est en volume le principal acteur commercial de la zone. Elle domine surtout la mer du Nord, par laquelle passe le grand commerce des neutres. Dans sa volonté d'asphyxier économiquement le Reich, elle use à fond de l'arme dissuasive. Dès le 4 août 1914, elle fait connaître une liste de produits dits de contrebande qui n'est déjà plus tout à fait conforme aux accords internationaux de Londres de février 1909 (qu'elle n'a pas signés officiellement). Les neutres s'en émeuvent et obtiennent la vague assurance que la Navy se conformera aux traités en vigueur. Mais, dès le 20 août, Londres fait passer les denrées alimentaires de la catégorie « contrebande conditionnelle » à celle de la « contrebande absolue », dont les règles sont bien plus sévères. Les navires neutres peuvent être arraisonnés, traînés vers un port britannique et retenus selon le bon plaisir des militaires⁴². Deux jours plus tard, Londres fait savoir que l'exigence du « voyage continu » s'appliquera à la « contrebande conditionnelle » : dès lors, nombre de produits peuvent être saisis si leur destination ultime, même indirecte, est l'Allemagne⁴³. Pour corser le tout, le 21 septembre 1914, le minerai suédois est retiré de la liste des « produits libres » pour entrer dans celle de la « contrebande conditionnelle ». La réaction suédoise ne se fait pas attendre et après quelques semaines de négociations, cette mesure est annulée⁴⁴. Mais Londres est décidé à imposer sa loi. Le 2 novembre 1914, toute la mer du Nord est déclarée zone de guerre ; les navires neutres ne peuvent plus y circuler librement et doivent se plier aux règles édictées par l'Amirauté britannique⁴⁵. Ce jeu incessant fâche les milieux politiques scandinaves, ce qui incite Londres à tourner l'obstacle en négociant avec des consortiums d'hommes d'affaires, entre décembre 1914 et janvier 1915, des sortes d'accords de bonne conduite. Cela apaise un peu la situation.

Mais l'Allemagne fait à son tour monter la tension. Dès le mois d'octobre, elle commence elle aussi à modifier ses listes de contrebande. Le 23 novembre 1914, à la grande

³⁸. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 95-101, 187-191.

³⁹. David Philip, *op. cit.*, p. 207.

⁴⁰. Gjermund F. Rongved, « Money Talks. Failed Cooperation over the Gold Problem of the Scandinavian Monetary Union during the First World War », in Claes Ahlund (ed.), *op. cit.*, pp. 225-246.

⁴¹. B. R. Mitchell, *International Historical Statistics. Europe 1750-2005*, Londres, Palgrave/Macmillan, 6^e édition 2007, pp. 650 sq.

⁴². Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 129-131.

⁴³. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, p. 64.

⁴⁴. *Ibid.*, p. 65.

⁴⁵. *Ibid.*, p. 91 ; Patrick Salmon, *op. cit.*, p. 131.

indignation des Suédois, Berlin décide que certaines espèces de bois exportés vers la Grande-Bretagne constituent de « la contrebande conditionnelle », mettant de la sorte en difficulté l'un des secteurs économiques majeurs du pays. Voyant en outre que les accords entre Londres et les consortiums d'affaires des pays neutres menacent ses approvisionnements, le gouvernement du Reich durcit sa position. Il menace la Suède de couper la route de ses exportations de bois et renforce le 4 février 1915 sa guerre sous-marine. Stockholm, acculé, doit convenir d'un traité qui garantit ses exportations de bois vers l'Angleterre contre la fourniture de chevaux de remonte aux troupes allemandes. Cinq semaines plus tard, le Royaume-Uni réplique en supprimant toute distinction au sein du fret maritime. Il s'oriente quelques mois plus tard vers un contrôle ouvert du commerce des neutres en exigeant de ces derniers qu'ils n'importent plus désormais que ce qui est strictement nécessaire à leurs besoins, quitte à produire lui-même ses propres statistiques. Les Scandinaves n'ont plus d'autre choix que de signer des accords contraignants durant l'été et l'automne 1915, d'autant que l'Allemagne s'est décidée elle aussi, le 18 avril 1915, à allonger au maximum les listes de produits confisquables.

Le commerce maritime est désormais entièrement soumis à la loi du plus fort⁴⁶. L'économie suédoise paraît encore davantage sur la corde raide que ses deux voisins. L'annonce faite le 4 février 1915 par Berlin que les eaux britanniques seraient désormais considérées comme zone de guerre entraîne un renchérissement considérable du prix des transports. France et Allemagne décident à leur tour, le mois suivant, de saisir toute marchandise dont la destination finale serait l'Allemagne. En avril, les autorités du Reich répliquent en conduisant désormais à Swinemünde (Swinoujście) toute cargaison suspectée d'être destinée à l'ennemi. Comme l'affirme Jean-Pierre Mousson-Lestang, « le commerce suédois se trouv[e] désormais pris en deux systèmes géographiques de contrôle de la contrebande, celui de la Baltique dominé par l'Allemagne, celui de l'Atlantique et de la mer du Nord dominé par l'Entente »⁴⁷. Or, les rapports du gouvernement conservateur d'Hammar skjöld, plutôt germanophile, avec Londres sont très tendus. Le 4 mai 1915, Stockholm tente un coup d'éclat en décrétant la prohibition d'un certain nombre de produits de transit, surtout destinés à la Russie, et en signant un accord commercial à l'amiable avec l'Allemagne le 15 juin 1915. La conséquence en est, dès juillet, la rupture des négociations avec Londres qui contribue à renchérir le coût des importations britanniques. Celles-ci ne sont qu'en partie compensées par l'achat de marchandises danoises et norvégiennes. Le blocus a des conséquences particulièrement néfastes sur certaines branches exportatrices comme l'industrie du sciage ou celle du papier. Beaucoup d'établissements sont contraints de mettre la clé sous la porte ou de diminuer leur activité. S'approvisionner en charbon ou en coton devient de plus en plus cher et problématique au fur et à mesure de l'allongement du conflit.

Les pénuries de toutes sortes, encore maîtrisables en 1915 et 1916, atteignent un degré préoccupant dès 1917. À cela s'ajoute les pertes humaines dans la marine marchande et les équipages de pêcheurs. Si les armateurs profitent d'un juteux système d'assurances garanti par l'État, les marins embarqués meurent par milliers au cours du conflit, victimes des sous-marins et des mines. Pour eux, ni fleurs ni couronnes : *business is business*.

UNE FIN DE CONFLIT CHAOTIQUE

Avec le durcissement de la guerre sous-marine et l'explosion des coûts du fret, les problèmes économiques et sociaux sont de plus en plus aigus. La contestation grandit et la stabilité politique est menacée. Bien que leur situation ne soit pas aussi dramatique que celle

⁴⁶. *Ibid.*, pp. 133-134 ; Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 170-174.

⁴⁷. *Ibid.*, p. 171

des États belligérants, les pays scandinaves finissent donc par souffrir très durement d'un conflit interminable. De plus, la crise qui découle de cette situation sape les bases de l'ancien système politique et crée celles des futures démocraties sociales des années 1930-1970.

Le nouvel appétit des grandes puissances

Durant l'été 1916, l'entrée en guerre aux côtés des Alliés de la Roumanie, jusque-là neutre, renforce les préventions des Empires centraux contre le statut ambigu de neutralité. Celui-ci devient de fait de plus en plus précaire car le haut commandement allemand, anxieux d'obtenir une victoire rapide contre ses ennemis avant l'entrée en action des États-Unis, n'est plus décidé à ménager outre mesure les États nordiques. Dès janvier 1917, la guerre sous-marine s'intensifie brusquement, entraînant des pertes énormes pour les navires scandinaves. La flotte danoise va y perdre en deux ans un quart de son tonnage, la Suède un tiers et la Norvège près de la moitié ! En outre, le Reich bouscule les Russes sur le front de Riga en septembre et ses armées pénètrent largement en Ukraine et en Biélorussie dans les mois suivants ; la signature de la paix séparée de Brest-Litovsk en février 1918 lui assure une prépondérance quasi absolue en Baltique ; elle lui permet aussi de débarquer des troupes en Finlande et dans les îles Åland pour venir au secours du gouvernement blanc de Vaasa. La Kriegsmarine estime que le Danemark est devenu de ce fait un enjeu majeur de sa guerre contre les flottes américaine et britannique ; Berlin accentue donc sa pression sur Copenhague qui n'est finalement sauvée que par la complicité de Scavenius et Brockdorff-Rantzau⁴⁸.

De leur côté, les Alliés ne sont guère plus disposés aux concessions. Le 9 juillet 1917 est mis en place un embargo américain qui ne sera levé qu'après de dures négociations, en avril 1918. Les Britanniques privent de charbon la Norvège et la Suède en plein hiver. La bonne marche des usines et le chauffage de nombreux foyers sont menacés. Les denrées nécessaires n'arrivent plus qu'en quantités insuffisantes et le ralentissement de l'activité générale provoque une montée inexorable du chômage. En quelques mois, la situation, déjà délicate, a viré au cauchemar⁴⁹.

Dans un tel contexte, le gouvernement suédois ne trouve rien de mieux que de profiter de la faiblesse du gouvernement russe et des troubles en Finlande pour faire débarquer des troupes aux îles Åland au tout début de l'année 1918. Les prétextes invoqués sont de prévenir un débarquement allemand et de mettre fin aux exactions (très exagérées par la presse autochtone) des troupes russes vis-à-vis d'une partie des habitants. En réalité, il s'agit de prendre la revanche de 1809 et de consolider la défense de Stockholm, tout en jouant du nationalisme populaire afin de mettre au second plan les vrais problèmes de l'heure, à savoir la disette et le mécontentement social. Dans cette affaire les amis de Branting jouent un rôle peu glorieux au sein du gouvernement de coalition dirigé par le libéral Edén. Les soldats sont d'ailleurs à peine débarqués qu'ils doivent céder la place aux troupes de Von der Goltz et rentrer, piteux, à la maison⁵⁰ !

Le spectre de la disette

Avec la guerre sous-marine à outrance, les populations scandinaves sont amenées à se serrer encore plus la ceinture. Les plus aisés ainsi que les propriétaires ruraux s'en tirent à peu

⁴⁸. Bernd Stegemann, *Die deutsche Marinepolitik 1916-1918*, Berlin, 1970, chapitre 12.

⁴⁹. Patrick Salmon, *op. cit.*, pp. 141 sq.

⁵⁰. *Ibid.*, pp. 162-166 ; James Barros, *The Åland Islands Question: its Settlement by the League of Nations*, New Haven/Londres, 1968.

près, mais les milieux populaires et une partie des classes moyennes sont dans une situation dramatique. La montée des prix est désormais beaucoup plus rapide que celle des salaires. En Norvège, par exemple, ils atteignent l'indice 237 fin 1917 et 260 fin 1918 (contre 100 en 1913) alors que les salaires n'ont augmenté en moyenne que de 50 %. Il devient de plus en plus difficile de se nourrir, de se loger et de se chauffer convenablement. On voit même apparaître dans les quartiers pauvres des grandes villes les premiers symptômes de la famine : membres décharnés et ventres gonflés⁵¹. Les causes principales de cette grave disette sont, outre la guerre sous-marine, l'insuffisance des stocks, les mauvaises récoltes de 1916, la sécheresse de 1917 et la difficulté croissante de s'approvisionner sur le marché américain en raison de l'embargo décrété par Washington en juillet 1917, qui prend fin seulement au printemps 1918. En outre, le charbon britannique n'arrive qu'au compte-goutte alors que les deux hivers 1916-1917 et 1917-1918 sont très froids⁵².

Les différents gouvernements ne parviennent pas à gérer cette crise, du moins à ses débuts. Les mesures de contrôle des prix et de rationnement décrétées à partir de 1915, voire de l'automne 1914, ne portent que sur quelques produits et ne peuvent être mises efficacement en pratique, faute d'inspecteurs et de mesures coercitives sur les producteurs et les importateurs. Le gouvernement suédois attend le 15 janvier 1917 pour réquisitionner les stocks de céréales et rationner le pain. Il doit récidiver en juillet ; la farine est alors limitée à 200 gr. par personne et par jour. Les autorités de Christiania ne décrètent pour leur part le contrôle général des prix qu'après la grande grève du 6 juin 1917. Une étincelle peut faire dégénérer en quelques jours la situation (ou : mettre le feu aux poudres).

Les éléments d'une véritable crise de confiance

Ce phénomène particulièrement dangereux n'épargne aucun des trois pays et met en cause la *borgfred* (Union sacrée) prônée par les idéologues sociaux-démocrates réformistes ou libéraux. Les gouvernements, y compris les plus stables, comme celui de Zahle au Danemark ou de Knudsen en Norvège, sont désormais sur la sellette, accusés de faire la part trop belle aux accapareurs et aux profiteurs de guerre. En Norvège, une grève générale éclate le 6 juin 1917. Très suivie à Christiania, elle dénonce la politique gouvernementale qui néglige le peuple au profit des armateurs et des industriels, mais lui reproche surtout de ne pas avoir pris à temps des mesures drastiques pour empêcher la quasi-famine qui s'est abattue durant l'hiver sur le pays⁵³. En Suède, le cabinet Hammarskjöld chute lourdement en mars 1917 car l'opposition le rend responsable du blocage des négociations avec la Grande-Bretagne et bientôt avec les États-Unis. Il est remplacé par un autre cabinet conservateur, le cabinet Swartz, chargé de tenir jusqu'aux élections législatives de septembre. Mais celui-ci doit faire face à une situation de plus en plus tendue. Le 16 avril, à Västervik, une « marche de la faim » lance une grande pétition en faveur d'une gestion stricte de la crise alimentaire au profit des plus pauvres. Le 21 avril, 20 000 personnes défilent dans la rue à l'appel des organisations ouvrières ; Branting est obligé de hausser le ton pour ne pas voir ses troupes l'abandonner. La situation commence toutefois à lui glisser des mains (ou : échapper ?). Des émeutes éclatent, en particulier dans la ville de Norrköping le 4 mai. Et l'immense

⁵¹. David Philip, *op. cit.*, pp. 205 sq ; Per Fuglum, *Norge i støpeskjeen 1884-1920 (La Norvège se forge 1884-1920)*, Oslo, J.W. Cappelens Forlag, 1978, pp. 495 sq.

⁵². Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 363-377.

⁵³. David Philip, *op. cit.*, p. 210.

manifestation du 5 juin, où le dirigeant social-démocrate est hué par une foule en colère, donne lieu à des violences policières inégalées jusqu'alors⁵⁴.

Avec les attaques dirigées contre les gouvernements en place, Les divisions croissantes entre les partis sont un autre signe, tout aussi inquiétant, de la crise de confiance. Le consensus fragile qui a régné de 1914 à 1916 en Scandinavie s'effrite. Les libéraux sont mécontents de la combativité croissante des partis ouvriers. Ils se méfient des éventuelles surenchères qui pourraient provoquer une défection du soutien parlementaire apporté par les socialistes à leurs gouvernements. Les partis paysans se crispent sur la question des contrôles des stocks et des prix tout en dénonçant bruyamment les revendications salariales des ouvriers. Ils font campagne sur le thème des « atteintes intolérables à la liberté des exploitants »^{référence ?}. Quant aux conservateurs, bien que totalement décrédibilisés, y compris en Suède, ils n'ont de cesse d'appeler à la répression du mécontentement et à la confiance nécessaire que l'on doit accorder aux entrepreneurs, ces héros des temps modernes. L'incompréhension est totale vis-à-vis de l'exaspération populaire et les corporatismes se renforcent.

C'est au sein des partis sociaux-démocrates pourtant que la crise de confiance est la plus profonde. Les directions (dirigeants ?) réformistes sont de plus en plus critiquées pour leur soutien aux libéraux et leurs réticences à animer les mouvements de protestation. Dans ce contexte, les gauches socialistes se renforcent et durcissent leur discours vis-à-vis des dirigeants (leaders ?) issus de la droite parlementariste et légaliste. Elles les accusent d'avoir trahi l'idéal socialiste au profit d'un appui stérile au centre-gauche et d'avoir abandonné le combat de classe. Au Danemark, les amis de Stauning tiennent solidement le parti. Ils ont l'avantage d'avoir face à eux une opposition divisée et sans leader charismatique. Mais les chefs syndicaux réformistes sont dès le printemps 1917 soumis à une pression croissante de la base militante, en particulier des jeunes, avides d'action et écœurés par la croissance des inégalités, de la disette et du chômage dont ils sont les principales victimes⁵⁵. En Suède, Branting a encore de la marge, d'autant que les plus démunis sont encore privés du droit de vote. Sa personnalité brillante et ses appuis au Riksdag lui donnent des atouts supplémentaires. Il a aussi la chance de pouvoir compter sur la puissante fédération de Scanie et sur le ralliement de jeunes dirigeants prometteurs comme Hansson. Mais la gauche socialiste est en pleine progression depuis la quas-scission de février 1916. Elle dispose de grands orateurs ainsi que du soutien déterminé des fédérations de Stockholm et du Norrland. La crise alimentaire de 1917 lui donne l'occasion de peaufiner son discours pacifiste et anticapitaliste. C'est pourquoi Branting agit contre elle avec une dureté sans faille. Il la fait exclure du parti et des syndicats, tout en dénonçant violemment dès le printemps 1917 le bolchevisme russe en qui il voit le principal inspirateur de ses nouveaux ennemis. À l'inverse, il ménage les libéraux, tente de canaliser la colère populaire vers le vote modéré, et entre dans le gouvernement libéral d'Edén dont il approuve l'expédition des Åland et la lutte contre les bolcheviks russes ou les rouges finlandais⁵⁶.

En Norvège, c'est la gauche du DNA qui tire le mieux son épingle du jeu. Fin 1915, une vague de mécontentement contre la direction réformiste permet à Kyrre Grepp d'entrer dans le comité directeur du parti. Représentant le courant syndicaliste révolutionnaire, très fort au sein de LO, il obtient l'appui de divers autres groupes : les militants pacifistes intéressés par le mouvement de Zimmerwald, les partisans d'une nouvelle Internationale socialiste ainsi que les dirigeants de l'Union des jeunes socialistes. Il unifie de la sorte les opposants à la ligne

⁵⁴. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, troisième partie, chapitre 1 « La crise du printemps 1917 ».

⁵⁵. Niels Finn Christiansen, *op. cit.*, chapitre « Revolution i Danmark » (**merci de traduire**), pp. 250 sq.

⁵⁶. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Le Parti social-démocrate...*, *op. cit.*, pp. 152-159, 323-377. Il est à noter que cette attitude dénote une prise de position en faveur de l'Entente puisqu'à cette époque les bolcheviks négocient avec le Reich à Brest-Litovsk.

d'alliance avec la *venstre*, fondée sur une sorte d'union sacrée à la norvégienne. La grève générale de juin 1917 crée les conditions favorables à la conquête du pouvoir au sein du DNA. Les dirigeants réformistes ayant, par leur attitude ambiguë, contribué au demi-échec du mouvement, une vague d'indignation soulève une bonne partie de la base militante. Un puissant élan se crée en faveur de la création de conseils ouvriers au sein des grandes entreprises. Portés par cette vague, les partisans de Tranmael et Grepp, triomphent lors de la conférence nationale d'avril 1918. Ils sont dès lors placés à la tête d'un parti puissant (imposant ?) qui choisit d'appuyer internationalement les bolcheviks russes. Les éléments réformistes, très affaiblis, préfèrent se retirer, tout en étant disposés à mener la lutte contre la nouvelle orientation⁵⁷.

Une nouvelle combativité populaire

L'un des traits les plus marquants de la période 1917-1918 est en effet la radicalisation progressive d'une partie de la classe ouvrière, tout spécialement des jeunes travailleurs désireux d'en découdre avec un patronat déterminé à défendre jusqu'au bout l'ordre social. Les couches populaires urbaines en veulent également beaucoup à la paysannerie propriétaire dont les libéraux défendent ouvertement les prérogatives alors que pénuries et rationnement sont devenus les maîtres mots du moment. Les agrariens, arc-boutés sur leur mentalité de petits ou moyens propriétaires sûrs de leurs droits, n'ont de cesse de repousser les contrôles et crient à la démagogie à la moindre proposition allant en ce sens. Les sociétés sont entrées dans une sorte de dialogue de sourds engendrant presque automatiquement violence et intolérance.

L'un des moyens d'expression utilisés par les éléments les moins politisés est l'émeute. Celle-ci peut aboutir à des pillages comme en mai 1917 dans les quartiers pauvres de Stockholm. Généralement, la droite politique s'empare de ces faits (ou : violences ?) pour appeler à la répression et dénoncer la soi-disant « irresponsabilité » des sociaux-démocrates de gauche. Parmi les pratiques les plus courantes, les manifestations sont en général encadrées de manière stricte par les organisations ouvrières. Dans le Nord, on est habitué jusqu'en 1914 à défiler au carré et chacun bien à sa place dans le cortège⁵⁸. Or, en 1917, il arrive fréquemment que les chefs sociaux-démocrates se plaignent de l'indiscipline de manifestants sur lesquels ils n'ont plus prise. Il faut cependant prendre avec prudence les déclarations de gens habitués aux applaudissements et qui désormais se font huer dans les meetings...

Autre moyen courant d'expression, la grève est mal acceptée par une partie de la société pour des raisons religieuses, idéologiques ou culturelles. La multiplication soudaine des conflits du travail, surtout à la campagne, ne peut donc qu'avoir un effet terrifiant pour les gens qui sont dans cet état d'esprit. En Suède par exemple, après un tassement très net du nombre de grèves en 1914 (80) et 1915 (115), on revient à la moyenne d'avant-guerre en 1916 (227), puis on la dépasse nettement en 1917 (475) et 1918 (708)⁵⁹. Face à cette explosion, il devient difficile d'attribuer les conflits à un complot gauchiste ou à la crédulité des ouvriers. En fait, la dégradation des conditions de vie ainsi que la dureté des employeurs (*lock out*, fermetures autoritaires d'entreprises, licenciements politiques, etc.) provoquent des réactions en chaîne. L'exemple de la Révolution russe est un autre stimulant, mais cette explication n'est pas valable à elle seule car les arrêts de travail ont toujours des causes qui tiennent à des situations directement vécues.

⁵⁷. David Philip, *op. cit.*, chapitre XVI, pp. 212 sq ; Per Fuglum, *op. cit.*, pp. 507 sq.

⁵⁸. Maurice Carrez et Vincent Robert (dir.), *Visages de la manifestation en Europe (XIX^e-XXI^e siècle)*, Dijon, EUD, 2010, pp. 53-71.

⁵⁹. B. R. Mitchell, *op. cit.*, p. 184.

Certaines de ces grèves, dites générales, dirigées à cette époque contre l'action ou l'inaction gouvernementale, ont un contenu directement politique. Quelques-unes ont laissé le souvenir d'événements traumatiques ou sanglants. Sans nier les débordements et les violences, il ne faut pas toutefois surestimer leur importance. Le nombre de victimes ne dépasse pas au total quelques dizaines, tous pays confondus, ce qui est moins que pendant un quart d'heure de combat à Verdun. La plus spectaculaire de ces grèves générales est sans doute celle du 6 juin 1917 en Norvège. Très suivie dans la capitale, elle provoque des affrontements parfois violents. Les journaux « bourgeois » évoquent aussi des brimades et des humiliations infligées à des personnes. En fait, ce qui frappe surtout les contemporains, c'est que, pour la première fois, l'affrontement des classes prend une tournure nationale ; pour une population très patriote, le fait de se heurter frontalement entre citoyens est choquant. D'où un discours très alarmiste qu'exploitent les ennemis du mouvement ouvrier.

Des conseils ouvriers ressemblant aux soviets ont existé entre janvier et septembre 1918 en Norvège. Les premiers d'entre eux apparaissent en janvier à Drammen et Christiania. En mars, ils tiennent une conférence nationale qui émet une déclaration solennelle où apparaissent des revendications précises : un blocage des prix, une amélioration des salaires, le passage aux huit heures, la nationalisation de certains secteurs économiques et la gestion des entreprises par les travailleurs. Le syndicat LO, encore en partie sous la coupe de la droite du parti, combat de toutes ses forces leur influence qui décline rapidement après la livraison de denrées alimentaires par les États-Unis à la fin du printemps⁶⁰. En revanche, la formation de gardes ouvrières est simplement envisagée à titre préventif par la gauche socialiste en Suède et en Norvège durant l'année 1917. En ce sens, on ne peut pas parler de situation révolutionnaire comme en Finlande.

La mort définitive de l'Ancien Régime ?

La crise politique a toutefois pour conséquence d'abattre les derniers oripeaux de l'ancien système politique. De fait, à partir de 1918, la démocratisation de la vie politique est en marche.

C'est ainsi que le suffrage universel devient la norme et que les obstacles mis au vote des femmes, des pauvres et des jeunes commencent à être levés. En Suède, le principe en est adopté pour les hommes fin 1918, sous la pression de la rue et de la peur de la révolution qui gagne alors toute l'Europe ; il est mis en application dès les élections législatives de l'année suivante. Peu après, l'âge électoral est abaissé pour la Chambre basse de 24 à 23 ans. Le vote plural, qui favorisait les grosses fortunes, est également abandonné. Deux ans plus tard, les femmes sont autorisées à voter à toutes les élections. Au niveau municipal et départemental, les obligations fiscales requises sont nettement diminuées, ne laissant qu'un nombre réduit d'électeurs sans droit de vote⁶¹. En Norvège, où la législation électorale était déjà beaucoup plus progressiste, les derniers obstacles mis au droit de suffrage des indigents sont supprimés en 1919 et l'âge électoral est abaissé à 23 ans. L'innovation majeure est cependant le passage à la représentation proportionnelle dans le cadre de circonscriptions élargies, mesures qui sapent l'influence des notables locaux⁶². Au Danemark, la loi de 1915 sur le suffrage universel masculin et féminin se trouve pour la première fois mise en application pour les élections générales de 1920. Il concerne désormais tous les types d'élections. En outre, les

⁶⁰. David Philip, *op. cit.*, chapitre XVI, pp. 214-218.

⁶¹. Les dernières barrières sautent dans les années 1930, en même temps que disparaît la primauté de la Chambre haute : Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède, op. cit.*, pp. 219-229 ; Franklin D. Scott, *op. cit.*, pp. 477 sq.

⁶². Thomas K. Derry, *op. cit.*, chapitre sur l'après-guerre.

Islandais reçoivent en 1918 une autonomie relativement large qui leur permet de gérer leurs affaires intérieures⁶³.

On observe parallèlement le recul de l'influence royale dans la vie politique scandinave, malgré la résistance du pouvoir monarchique. Christian X de Danemark essaie par exemple de récupérer en sa faveur la fièvre patriotique créée par le rattachement du Schleswig septentrional en 1920⁶⁴. Voulant apporter son soutien au mouvement nationaliste qui réclame le retour de Flensburg dans le giron national, il renvoie le gouvernement Zahle au prétexte que ce dernier l'a refusé. Mais aussitôt se déclenche ce que l'historiographie danoise a nommé la « Crise de Pâques 1920 ». Les députés sociaux-démocrates et radicaux protestent contre une atteinte à la constitution. La centrale LO menace de déclencher une grève générale et l'extrême-gauche se rassemble avec ses drapeaux rouges devant le palais royal de Copenhague aux cris de : « Vive la République ! » Christian X doit finalement concéder de nouvelles élections législatives, préparées par un gouvernement de transition. Ces dernières sont nettement perdues par les soutiens traditionnels du trône. Du coup, c'est la dernière fois qu'un souverain danois intervient directement dans le jeu politique⁶⁵.

Pour sa part, Gustave V de Suède, qui a pesé de tout son poids dans l'orientation germanophile du gouvernement entre 1914 et 1917, se montre peu enthousiaste vis-à-vis du suffrage universel et favorise dès qu'il le peut les conservateurs. Toutefois, instruit par l'expérience danoise et sachant sa position minée auprès des Alliés, il n'ose pas s'opposer, en mars 1920, à la nomination de Branting comme Premier ministre d'un gouvernement minoritaire. Pour la première fois, un social-démocrate dirige un gouvernement, signe que l'influence de la Cour et de la famille royale s'est estompée⁶⁶.

La diminution de la prépondérance des chambres hautes est inscrite dans cette évolution⁶⁷. Le corps électoral du Landting danois et de la Première Chambre suédoise est considérablement élargi dès les années 1920, alors que la pratique des nominations royales disparaît. De ce fait, les sociaux-démocrates sont en mesure, dans les années 1930, de contrôler ces instances conservatrices. En 1935, les sociaux-démocrates danois présentent même un projet de suppression du landting approuvé conjointement par les deux chambres. Mais il est repoussé de justesse par un référendum populaire de 1939⁶⁸. Pour la Norvège, ce type de problème ne se pose pas vraiment puisque la prépondérance du Storting est assurée dans les faits.

Dans ces conditions, le rôle des chambres basses dans la vie politique est réévalué. Désormais, ce sont elles qui investissent les gouvernements, sans possibilité d'échapper à la loi de la majorité. Elles contrôlent d'ailleurs de mieux en mieux le travail des ministres et ne se privent pas de proposer des lois nouvelles. La généralisation des scrutins à la proportionnelle assure, quant à elle, une représentation assez juste de l'opinion. La transparence du travail des commissions est mieux assurée que par le passé. En outre, la pratique du *veto* a disparu partout ; les lois votées doivent être mises en application, sauf en cas de vice de forme. L'arme de la dissolution n'existe pas dans la constitution norvégienne et n'a plus cours en Suède après 1921 ; elle n'est utilisée qu'une seule fois au Danemark en 1926 au détriment de la social-démocratie⁶⁹.

⁶³. Astrid E. Helle, *Histoire du Danemark*, Paris, Hatier, 1992, pp. 160 sq.

⁶⁴. Sur ce point : Vincent Laniol, « Les diplomates français et les neutres européens au sortir de la Grande Guerre (1918-1920) », *Relations internationales*, n° 159, automne 2014, pp.

⁶⁵. *Ibid.*, pp. 161-162.

⁶⁶. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède*, *op. cit.*, p. 225.

⁶⁷. À propos des réformes de ce type dans l'immédiat après-guerre : Serge Berstein (dir.), *La Démocratie libérale*, Paris, PUF, 1998, pp. 527-545 (pages rédigées par Nicolas Rousselier).

⁶⁸. Astrid E. Helle, *op. cit.*, p. 168.

⁶⁹. *Ibid.*, p.166.

La vie sociale se démocratise également. Le passage aux huit heures journalières dans l'industrie est généralement acquis dès 1919. Le patronat, les paysans et la droite y sont plutôt hostiles, mais la situation alimentaire, une nouvelle poussée du chômage et la crainte de nouvelles grèves les amènent à accepter l'inéluctable. Le débat sur les assurances sociales, également lancé, s'avère plus difficile. Les assurances maladie posent le moins de problème. Leur principe est accepté par une majorité d'acteurs et on améliore les modalités de leur application dans les quatre pays. Des lois prévoyant une meilleure indemnisation du chômage sont proposées en Suède par les divers gouvernements sociaux-démocrates entre 1921 et 1926, ainsi que par les gouvernements Zahle (radical) et Neergaard (libéral) au Danemark⁷⁰. Mais elles sont durement combattues, de sorte qu'elles échouent en Suède et sont de portée si modeste au Danemark qu'elles mécontentent les bénéficiaires potentiels. Il faut attendre la fin de la décennie pour que l'idée d'une aide aux chômeurs soit acceptée par une partie de l'opinion non-ouvrière. On peut dire la même chose des assurances vieillesse : leur principe n'est pas rejeté officiellement, mais leur entrée en vigueur ne fait l'objet d'aucun consensus avant les années 1930.

La prohibition, vieille revendication de la social-démocratie et des ligues de tempérance, est considérée à l'époque comme une mesure sociale. Elle est loin cependant de faire l'unanimité. En Suède, le deuxième gouvernement Branting organise un référendum à ce sujet, mais il échoue d'une courte tête, provoquant au passage d'énormes dissensions au sein des libéraux qui éclatent en deux formations l'année suivante⁷¹. En Norvège, le premier référendum organisé en 1919 donne une large majorité aux partisans de la prohibition, parmi lesquels les travaillistes et la *venstre*. Mais les problèmes qu'elle cause (contrebande, distillation clandestine) entraînent son annulation, à la suite d'un deuxième référendum, organisé en avril 1927⁷².

Les progrès les plus significatifs concernent en fait la paysannerie pauvre. Ce n'est pas un point négligeable, tant la situation de cette dernière était alarmante au début du siècle. Le but est de donner à un maximum de métayers ou de micro-tenanciers la possibilité d'accéder à la propriété. Le remède est loin d'être idéal, surtout si l'on prend en compte le fait que les prix agricoles mondiaux vont connaître dès le milieu des années 1920 une baisse inquiétante ; il satisfait néanmoins les bénéficiaires qui espèrent sortir ainsi de la marginalisation sociale. Au Danemark, une « loi sur la redistribution des terres » facilite l'installation à leur compte de plusieurs milliers d'anciens tenanciers et ouvriers agricoles⁷³. En Suède et en Norvège des dispositions semblables sont prises en faveur des prolétaires ruraux. Ces dispositions d'accès à la propriété sont complétées par un protectionnisme douanier que défendent farouchement les partis paysans, mais qui n'enchantent guère les couches populaires urbaines obligées de payer plus cher leur pain.

Il est à noter que cette démocratisation amorcée en 1917-1918 correspond sur le plan diplomatique à un refroidissement sensible des rapports avec le Reich, surtout en Suède, et à un rapprochement implicite avec l'Entente, qui se présente comme le paragon de la démocratie libérale contre les monarchies autoritaires. C'est pourquoi il serait mal venu de réduire la politique extérieure de ces pays lors de la Première Guerre mondiale aux rencontres diplomatiques et aux déclarations officielles. Pour bien la comprendre, il faut nécessairement analyser l'évolution même des sociétés.

⁷⁰. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède, op. cit.*, pp. 227-229 ; Astrid E. Helle, *op.cit.*, p. 165.

⁷¹. Jean-Pierre Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède, op. cit.*, p. 227.

⁷². David Philip, *op. cit.*, p. 235.

⁷³. Astrid E. Helle, *op. cit.*, p. 165.

CONCLUSION

La neutralité scandinave durant la première Guerre mondiale n'a pas permis aux États concernés de rester à l'écart des contraintes liées au conflit. Certes, les armées danoise et norvégienne n'ont pas eu à intervenir et les troupes suédoises n'ont été sollicitées qu'une seule et furtive fois au début de 1918. Mais les diplomates des trois pays ont dû négocier en permanence pour éviter l'invasion ou l'asphyxie totale des échanges. Les populations ont subi également de plein fouet la violence indirecte du blocus et de la guerre sous-marine : peu à peu, les pénuries se sont aggravées, le chômage partiel a progressé et l'inflation a rogné les budgets des ménages. De surcroît, la réussite de certains spéculateurs et adeptes du marché noir ainsi que les importants profits de beaucoup d'armateurs ou d'industriels ont créé de la rancœur parmi ceux qui avaient eu moins de chance ou de cynisme. L'incapacité des différents gouvernements à enrayer sur le fond cette explosion des difficultés et des inégalités a provoqué, entre 1917 et 1920, une crise sociopolitique souvent minimisée qui a été surmontée dans la douleur grâce, entre autres, à l'implication croissante des sociaux-démocrates réformistes dans le jeu politique. En ce sens, la neutralité n'a pas été une panacée et l'on peut s'interroger sur son efficacité.

Toutefois, le tableau doit être nuancé. La non-belligérance a donné aux économies scandinaves certaines opportunités pour développer des échanges tant avec l'Entente qu'avec les Empires centraux. Au sortir du conflit, les économies, sans être florissantes, ont donc conservé des atouts. Par ailleurs, la crise sociopolitique de la fin du conflit a eu pour effet de provoquer la rupture définitive avec l'Ancien Régime. À partir de 1918, les trois États scandinaves, en dépit d'une conjoncture socio-économique plus délicate que dans d'autres parties de l'Europe, s'adaptent à la modernité. La démocratisation des institutions et de la vie politique s'accélère, préparant ainsi les mutations plus décisives des années 1930.

Le pari était donc risqué, mais il n'a pas totalement échoué. Cela dit, il serait hors de propos d'idéaliser une période extrêmement dure pour la majorité des habitants tant sur le plan matériel que moral. Les effets anxio-gènes et délétères de la Grande Guerre n'ont surtout pas épargné le Nord.